

Mémoire présenté au Ministère de l'énergie et des ressources naturelles du Québec

Consultation publique sur les hydrocarbures (Novembre 2015)

Cri du cœur d'un citoyen.

Je m'intéresse à la protection de l'environnement depuis mon jeune âge, et je tente de réduire autant que possible mon empreinte écologique.

Pour quiconque se tient le moins informé, il ne se passe pas une semaine exempte de désastres environnementaux. Or, grâce à l'instantanéité et l'omniprésence des moyens de communication d'aujourd'hui, les populations sont plus que jamais conscientes que dans les cas d'accidents écologiques, les entreprises incriminées réagissent généralement en sous-estimant largement l'ampleur des dommages, quand ce n'est pas carrément en camouflant tout ce qu'ils peuvent. Quant à la réparation des dégâts, leurs interventions restent superficielles, de telle sorte que les formes de vie tributaires de ces territoires subissent des séquelles persistantes qui menacent de plus en plus leur survie. Ainsi, devant l'accumulation de ces cas, une perception bien lourde de conséquences s'est enracinée dans l'opinion publique, qui n'y voit plus que mensonge, duperie et supercherie, allant même jusqu'à accuser vertement les gouvernements de complicité. Ce qui discrédite radicalement l'intégrité des politiciens, pourtant essentielle à la santé démocratique.

Devant ces faits pour le moins préoccupants, les questions suivantes trouvent toute leur pertinence: Depuis le lancement de cette consultation gouvernementale sur les hydrocarbures, pour quelles raisons l'industrie ferait-elle subitement volte-face et agirait-elle avec transparence et honnêteté? Pareillement, pour quels motifs cesserait-elle d'exercer son tout-puissant pouvoir d'influence auprès des instances gouvernementales? Éventualités bien difficiles à imaginer, en effet...

Cette nouvelle consultation, qui se prétend « démocratique », n'est en fait qu'un « sondage du pouls populaire », dont même l'énoncé de départ nous détourne du débat sur le fond, car il oriente à priori les discussions dans une direction qui, de toute évidence, envisage déjà sérieusement d'exploiter ces hydrocarbures. Bien que l'on puisse « librement » se prononcer à l'encontre, on nous invite tout de même à formuler des solutions et des moyens à mettre en œuvre pour susciter une certaine acceptabilité sociale, ... de notre part ... ! Ce qui renforce la croyance que les dés sont déjà pipés.

Mais quoi qu'on en dise pendant l'exercice actuel, et peu importe le clan auquel chacun adhèrera, il restera une bien dure réalité à laquelle il nous faudra tous faire face lorsque d'autres désastres écologiques se produiront, avec leurs conséquences tragiques. Aux prises avec l'empoisonnement des écosystèmes qui les nourrissent et les abreuvent, et qui sont la plupart du temps impossibles à restaurer intégralement, les victimes seront confrontées à un cauchemar quotidien, dont même une économie en croissance et une richesse florissante ne pourront les sortir. Faute de moyens suffisants, ces populations n'auront d'autre choix que de rester captives de leur malheur. Seule une minorité des mieux nantis pourra conserver sa qualité de vie en s'éloignant vers de meilleurs lieux.

Ces considérations ne devraient-elles pas suffire à nous inciter à remettre de l'ordre dans nos priorités? Et à nous impliquer davantage? Ainsi, entre économie (court terme) et environnement, quel serait le meilleur choix? Poser la question après cet argumentaire, c'est y répondre. Mais il y a mieux que de les opposer, et c'est là notre seule voie de salut. En effet, comme le démontrent quantité d'acteurs socio-économiques chevronnés, ces deux « nécessités » peuvent avantageusement s'allier l'une avec l'autre, à condition d'envisager le développement sous un angle nouveau; d'où la naissance du concept de développement « durable » et l'actualisation des notions d'équité.

CONCLUSION :

En somme, comme nombre d'organisations écoresponsables et tout un contingent de la population, je suis d'avis que nous devons dans l'immédiat limiter autant que possible notre utilisation du pétrole, et utiliser des alternatives moins dommageables. Mais dans l'état lamentable des écosystèmes actuels, cette mobilisation citoyenne ne saurait suffire. Il faudra impérativement que nos élus élaborent des politiques plus vigoureuses et rigoureuses pour stimuler l'émergence et promouvoir de nouvelles formes d'énergies plus « vertes ». En tant que citoyen, je presse instamment le gouvernement de se consacrer plus résolument à cette priorité fondamentale.

Il s'avère donc tout à fait hors de question de favoriser davantage les hydrocarbures. Notamment, l'exploitation des gaz de schiste est à proscrire complètement, car les preuves accablantes existent quant aux dommages irréparables que subissent de nombreuses régions du globe qui ont laissé ces procédés s'implanter. La protection de l'eau, de l'air et des sols ne peut être dissociée du domaine de la santé publique. Et s'il est un devoir dont la primauté s'impose aux élus, c'est bien celui-là.

Par ailleurs, il n'est pas plus envisageable de permettre le passage chez nous du pétrole de l'Ouest canadien, réputé le plus polluant de la planète, que ce soit par voie terrestre (pipeline, train, route) ou maritime. D'abord parce que les prix, dont la volatilité ne garantit rien pour le futur, se sont effondrés sur les marchés à l'échelle planétaire. Refus catégorique également parce que, de surcroît, cet or noir est destiné à des marchés outre-mer, et qu'il ne produira de richesse tangible que pour un petit clan de l'establishment, ne laissant que des miettes passagères au «petit peuple», qui courra encore tous les risques. Vu sous cet angle, qui pourrait encore y voir un quelconque avantage ?

En finale, je joins ma voix au cri des cohortes qui réclament depuis longtemps un véritable débat de société sur le fond de la question énergétique au Québec. Et je me permets d'insister.

Pour toutes ces raisons et autant que faire se peut, affranchissons-nous au plus vite de l'emprise « moyenâgeuse » des énergies fossiles; pour la survie des espèces, dont nous sommes; pour maintenir notre qualité de vie, et afin de favoriser une répartition plus équitable de la richesse. Mais d'abord et surtout pour redonner espoir à nos enfants d'avoir un avenir meilleur. Ce demain, aux allures menaçantes, dans lequel ils ont déjà le bout du pied...

Martin Bouchard

████████████████████
████████████████████
██████████
██████████